

CIBLE

Charité

Il y a dix ans, Coluche ouvrait les premiers Restaurants du Coeur sous l'oeil attendri de hiérarques de gauche, qui ne voyaient pas que cette initiative nécessaire soulignait la défaite du socialisme français.

Alors que son fondateur souhaitait qu'elle disparaisse rapidement, cette oeuvre charitable s'est développée et diversifiée puisque des médecins et des infirmières du Coeur ont rejoint les autres bénévoles pour soigner celles et ceux qui n'ont même plus accès aux soins. Triste époque.

Et demain sera pire. Telle est en effet la conclusion qu'il faut tirer du forum de Davos, où se rencontrent chaque année les dirigeants des principaux groupes industriels et financiers : adeptes de la « pensée unique » néo-libérale, ils présentent l'Europe et surtout la France d'accroître encore la flexibilité du travail et de réduire la protection sociale.

Face au capitalisme déchaîné, les oeuvres de charité ne sont jamais suffisantes. Ce que savaient déjà les royalistes et les socialistes du siècle dernier, qui ont conçu l'État-providence – autrement dit les institutions protectrices qu'il faut aujourd'hui défendre et renforcer.

ÉTRANGERS

Une politique de la peur

Discrédit

**Médias
en crise**

p. 2

Entretien

**André
Fontaine**

p. 6/7

Médias en crise

La haute société médiatique, qui adore commenter les sondages sur autrui, est restée très discrète sur celui qui souligne son croissant discrédit.

En quelques semaines, tous les éléments significatifs de la crise des grands médias (les deux premières chaînes de télévision, les principaux quotidiens nationaux) se sont trouvés rassemblés : arrêt de la publication d'*InfoMatin* par décision unilatérale de son propriétaire ; prise de contrôle de *Libération* par le groupe Chargeurs ; mise à l'écart momentanée de P. Poivre d'Arvor, privé de la présentation du « 20 heures » de TF1, à la suite de la confirmation de sa condamnation en appel pour recel d'abus de biens sociaux ; élection à la présidence de l'Agence France Presse de Jean Miot, grande figure du groupe Hersant, à la suite de pressions gouverne-

mentales ; mise en examen de plusieurs responsables du groupe Bouygues. Enfin, pour couronner le tout, un sondage publié par *Télérama* (24/1/96) selon lequel les Français, très avides d'informations, se défieraient de plus en plus des principaux médias.

Ce n'est pas la première fois que des indices inquiétants sont publiés, et la baisse de la vente des quotidiens nationaux vaut tous les sondages. Mais la haute société médiatique n'en paraît pas affectée : les dirigeants de la première chaîne crient au complot, les barons de la presse écrite invoquent la télévision (qui n'a pas d'effet négatif chez nos voisins) et la hausse du prix du papier pour masquer leurs insuffisances et l'échec de leurs ambitions :

1° Le procès de l'information-spectacle n'est plus à faire : nul n'ignore que l'image est partielle (la mort « en direct » de Khaled Kellal) ou mensongère tant il y a de reportages « bidonnés ». La logique du spectacle télévisé, et la prudence politique des principales chaînes, aboutit maintenant à une information qui privilégie les faits divers. La « grand-messe du vingt heures » vire au bavardage de comptoir.

2° Le procès de la presse écrite, plus précisément de « celle qui donne le ton », a été engagé par un groupe d'intellectuels éminents (parmi lesquels Blandine Kriegel, Dominique Schnapper, Pierre Vidal-Naquet) dans un article courageusement publié par *Le Monde* (6/1/96) : la « grande » presse, disent-ils, ne sait plus hiérarchiser les informations, confond l'investigation et « le goût de l'éclaboussure », mélange la présentation des faits et le commentaire orienté,

donne la prime aux stratégies individuelles et collectives sur les questions de fond, et prend des poses moralisatrices tout en faisant référence à de prétendues autorités extérieures (« les marchés ») et à des indicateurs douteux (les sondages).

3° D'une manière générale, les grands médias ont fait ou sont en train de faire leur soumission à la « pensée unique » : l'évolution de *Libération* est significative sur ce point. Il est par ailleurs manifeste que les deux principales chaînes de télévision se sont placées dans la ligne gouvernementale depuis 1993 (après dix années d'indépendance), et que les puissances économiques et financières jouent un rôle majeur, voire prépondérant, dans certains médias : le cas de Bouygues, qui commande entretiens et reportages en fonction de ses intérêts commerciaux, est caricatural à cet égard (1).

Cette triple inféodation à l'idéologie dominante, au pouvoir politique et à l'argent marque l'échec historique de ce « quatrième pouvoir » qui, dans les années quatre-vingt, a voulu dicter sa loi aux institutions politiques et morales. A vouloir trop de puissance, la « grande » presse a perdu son autorité. Elle mettra du temps à la retrouver, dans l'ordre qui est le sien.

Jacques BLANGY

(1) cf. Les confidences d'anciens journalistes de la chaîne, publiées dans *Le Nouvel Observateur* du 25 janvier 1996.

Adhérer

- c'est contribuer à la progression de l'idée royaliste,
- c'est participer à la définition de la ligne politique de la N.A.R.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Médias en crise - p.3 : Plan, plan et rantanplan - Money - p.4 : Retraits - Sale temps pour l'Écureuil - p.5 : La guerre pour Taiwan ? - p.6/7 : De Kaboul à Sarajevo - p.8 : Déçus - Trois leçons de Pierre Goubert - p.9 : Paul Ricoeur, critique et conviction - p.10 : Guy Debord - Fabiola, la reine blanche - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Au mépris du Drole.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : (1) 42.97.42.57

Télécopie : (1) 42.98.05.59

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Plan, plan et rantanplan

Oui, je sais, ce titre est bête - bête comme Rantanplan, le chien le plus bête de l'Ouest, bête comme les mesures économiques qui nous sont imposées.

Comme tout élève de l'ENA - ce qu'il est resté - Alain Juppé passe son temps à faire des plans. Notre confrère *Libération* en a compté pas moins de sept, en six mois de temps, qui obéissent à la règle énarchique du « balancement circonspect », sorte de valse-hésitation qui permet de ne jamais s'engager franchement : ainsi les plans Juppé font alterner le coup de rigueur et le coup de relance.

Le 30 janvier dernier, nous étions en relance : baisse du taux du livret A, aide à l'investissement des entreprises (en les incitant à accélérer leurs amortissements), aide au logement, aide aux consommateurs sous forme d'une déduction fiscale pour les intérêts sur les crédits à la consommation. Il a fallu faire vite pour examiner ce plan car, le 1^{er} février, un coup de rigueur était assené sous la forme de la ponction RDS... En toute hâte, j'ai pu noter quatre remarques :

- les moyens utilisés ne sont pas nouveaux : ils inspiraient déjà les précédentes mesures de relance qui vont prendre effet courant février : rédu-

tion de primes à l'épargne, coup de pouce à la consommation (prime automobile), prêt à 0 % pour le logement, déblocage des fonds de participation et défiscalisation des SICAV vendues pour acheter des biens durables.

- ces moyens sont fâcheux (quant au livret A), inutiles (les entreprises ont tout l'argent qu'il faut pour investir), dérisoires (l'aide aux consommateurs à crédit), insuffisants (en ce qui concerne le logement). Comme on l'a vu pour les précédents plans, ces micro-injections ne peuvent en aucune manière stimuler la demande globale et, par conséquent, la croissance. Face à la déprime massive, il faut une augmentation générale des salaires, à commencer par les plus bas : ce sont les ménages les plus modestes qui achètent le plus en cas d'arrivée d'argent frais. La justice sociale rejoint ici l'efficacité économique.

- la valse-hésitation est d'autant plus pénible que le maître de danse est boiteux : aux lourdes ponctions sur le revenu des ménages, succèdent de menues mesures d'encouragement à consommer qui, pour la plupart, ne concernent pas la bonne clientèle : ce ne sont pas les petits épargnants qu'il faut encourager à dépenser (ils continueront d'épargner) mais ceux qui ne possèdent pas l'ombre d'une SICAV.

- le Premier ministre s'obstine dans une politique dont le caractère calamiteux est amplement démontré : la croissance chute dangereusement, le chômage augmente depuis deux mois et va encore augmenter, la consommation reste faible.

Nous sommes donc en présence d'une politique intrinsèquement bête. Mais comme un malheur ne vient jamais seul, la bêtise des choix est aggravée par la faiblesse du gouvernement face aux groupes de pression. La prime Juppé pour l'automobile ? C'est M. Calvet qui a mis la pression. La réforme du financement de l'apprentissage ? Elle ne tiendra pas ses promesses en raison de l'opposition du patronat. L'affaire du livret A ? Les banques ont dicté leur loi. Le carburant vert ? Il fallait choisir entre les représentants des pétroliers et les agriculteurs : c'est à ces derniers que le gouvernement a fait une fleur.

Ces actes de soumission n'empêchent pas le Premier ministre de hausser le ton contre les patrons qui ne créent pas d'emplois et d'annoncer, après avoir donné sans contrepartie des dizaines de milliards, que ce sera désormais du donnant-donnant. Et M. Gandois crie qu'on l'égorge, alors qu'il n'y peut rien puisque les carnets de commande ne se remplissent pas. Entre le gouvernement (de gauche comme de droite) et le patronat, c'est chaque année la même comédie. Elle est jouée par des artistes qui se moquent du public.

Sylvie FERNOY

Money

Vous ne connaissez pas Laurion ? Cela signifie que vous n'êtes pas parmi les privilégiés qui ont reçu une présentation (en anglais) de ce bureau de change international. Vous vous en moquez ? Vous avez tort. Laurion est très actif sur le marché des monnaies. Et très efficace dans ses relations avec ses clients ! Pour quoi faire ? Mais la seule chose qui soit importante en ce bas monde : faire de l'argent.

Comment faire de l'argent ? Mais tout simplement en apportant de l'argent à Laurion. Vous avez bien 50 000 dollars sous le coude ? Eh bien Laurion les place sur le marché des changes, en toute sécurité cela va sans dire car Laurion sait faire tourner l'argent très vite mais avec un réel contrôle des risques (*effective risk control*). Précisons : il fait tourner l'argent sur les marchés les plus liquides (*most active and liquid market*) et sur les devises les plus dures (*hard currency*). Du *hard*, du *liquid*, c'est le paradis mon ami ! Résultat ? Avec tes 50 000 \$, tu ramasses facile 1 million de dollars, soit 20 fois ta mise, sur le marché.

En clair, tout cela signifie que Laurion propose à ses clients des spéculations juteuses sur les monnaies. C'est banal. Ce qui l'est moins, c'est que les fonctionnaires de la Direction des Relations Économiques Extérieures (DREE) du Ministère des finances reçoivent cette publicité, grâce au fichier vendu par la DREE à Laurion, et sont par conséquent incités à spéculer (contre le franc à l'occasion) par leur propre direction. De celle-ci, nous attendons des explications.

Ph. VILLARET

Retraits

Qui ose dire qu'il n'y a pas de gouvernement Juppé ? La preuve que ce gouvernement existe, c'est qu'il retire la plupart des projets qu'il avait annoncés. Trois exemples récents :

- Le garde des Sceaux a indiqué le 2 février que le projet de réforme de la procédure criminelle était reporté. L'institution d'une procédure d'appel pour les procès jugés aux assises est souhaitée par les magistrats, mais le projet de Jacques Toubon était vivement combattu car il risquait d'entraîner la suppression du jury. Le ministre a donc créé une commission de sages.

- Le projet de loi sur la pollution de l'air, préparé par Corinne Lepage, se heurte aux groupes de pression de l'industrie et des transports - et aux ministères qui agissent en leur nom. Le principe d'une taxe anti-pollution prévue par le ministre a été rejetée par Matignon, et on se contentera de mesurées qui ne généreront pas les voitures financées par les balladettes et autres jupettes.

- Le projet sur les abus de biens sociaux, qui prévoyait une prescription de six ans à compter des faits (alors que la prescription est actuellement de trois ans à partir de la découverte des faits), a été lui aussi retiré. Le gouvernement était pris en tenaille entre les groupes de pression patronaux, qui souhaitaient une réforme encore plus laxiste, et les magistrats qui voyaient là une amnistie déguisée des affaires en cours - en particulier de celles concernant la majorité.

Jamais depuis la IV^e République on n'avait vu un gouvernement ballotté à ce point entre les groupes de pression.

Annette DELRANCK

Sale temps pour l'Écureuil

La décision du gouvernement de baisser le taux du Livret de Caisse d'Épargne fait l'objet d'une très large opposition des Français. Il est pourtant trop simple d'être tout pour ou tout contre.

Historiquement, il est vrai que de 1958 à 1984 les livrets, à la rémunération inférieure à l'inflation, avaient constamment (sauf en 1965) fait perdre de l'argent aux épargnants. Depuis 1985, l'inflation revenue à un niveau raisonnable, la situation est inverse et les taux ont pu être plusieurs fois baissés sans provoquer autant de remous.

La rémunération du Livret A pose un problème financier. En effet cet argent est affecté à la construction de logements sociaux ce qui oblige les organismes d'HLM à verser un intérêt plus important pour emprunter aux Caisses d'Épargne. Ceci est le seul angle qui permette de justifier la décision gouvernementale.

En revanche les explications données par Alain Juppé pour faire passer la pilule sont dérisoires si l'on se borne au plan économique. Pour faire repartir la consommation, sans améliorer le pouvoir d'achat en augmentant les salaires, le gouvernement a pensé adroit de tenter de vider les bas de laine. C'est absurde pour une raison bien simple : les gens qui ont un livret bien garni sont généralement âgés, leurs besoins en équipements sont moins importants et ce n'est donc pas eux qui achèteront le plus. Les plus jeunes qui sont, eux, les plus gros consommateurs potentiels, ont des livrets faiblement garnis (1000 F en moyenne) et on ne voit pas comment cette faible capacité

financière permettra de relancer une consommation atone. Surtout que l'on crée à côté de cela de nouveaux modes d'épargne par livret, invention qui fait au moins sourire.

Absurde au plan économique, la mesure est socialement contestable. Si elle s'était inscrite dans un mouvement plus vaste de réforme de l'épargne et de sa fiscalisation, la mesure aurait pu apparaître comme normale. Or, on est fort loin du commencement d'un projet à ce sujet. La seule impression qui demeure est que l'on frappe encore et toujours les plus faibles en épargnant ceux qui pourraient réellement avoir une influence sur la reprise. Le contexte est délétère : sept plans de relance en huit mois de pouvoir, c'est un record et personne ne peut se sentir soutenu par un gouvernement qui ne sait pas où il va et semble faire feu de tout bois pour relancer une confiance qui n'a aucune raison de venir. Alain Juppé utilise le mot réforme pratiquement dans chacune de ces phrases, et à chaque fois la montagne accouche d'une souris de plus en plus minuscule. Le temps est pourtant venu de proposer courageusement des réformes de structures qui sont seules à même d'apporter une amélioration que le système en bout de course que nous connaissons n'est plus à même de fournir.

Pascal BEAUCHER

BRÈVES

♦ **MONACO** : Le prince héritier Albert s'est rendu à Lisbonne du 1^{er} au 3 février pour inaugurer officiellement le Symposium Commémoratif du Centenaire de l'Océanographie portugaise. Au programme : la visite des collections d'espèces rares rapportées par le roi Dom Carlos 1^{er} de Portugal. Ami du Prince Albert 1^{er} de Monaco, Dom Carlos mérita comme lui le surnom de « souverain océanographe » en raison des expéditions qu'il entreprit à partir de 1896. Les Postes portugaises ont émis conjointement avec Monaco, une série de deux timbres à l'effigie des deux monarques. Un hommage au roi Carlos 1^{er} puisque l'émission philatélique correspond au 88^e anniversaire de son assassinat le 1^{er} février 1908.

♦ **PORTUGAL** : Dom Duarte, duc de Bragança vient de décliner l'invitation lancée par Jacques Santer, président de la Commission Européenne, pour faire partie des parrains d'un Comité d'Honneur réunissant des personnalités européennes souhaitant promouvoir une campagne sur l'utilité de la monnaie unique. Dans son message au peuple portugais de décembre dernier, le Chef de la Maison de Bragança avait appelé à « combattre les tentations unilatérales et défendre une unité qui non seulement respecte notre identité comme Nation et État, mais aussi nos libertés fondamentales ».

♦ **JAPON** : La Maison Impériale a refusé toute modification de la loi de succession qui interdit aux femmes de monter sur le trône. Cette idée, suggérée par diverses publications nippones au nom de l'égalité des sexes, a vivement été rejetée par M. Sadame Kamahura, membre de l'Agence de la Maison Impériale. Pour l'heure, la question dynastique ne se pose pas alors que la descendance masculine est assurée par le prince héritier Naruhito et son frère cadet Akihito.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le Prince Charles souhaite qu'une partie des fonds générés par la loterie britannique soit destinée à financer de nouvelles mosquées et temples hindous comme une façon de marquer le nouveau millénaire. « Ce doit être le temps du renouveau et la chrétienté n'en a pas le monopole. C'est un concept au cœur de nombreuses croyances » a notamment déclaré le Prince de Galles. Et le prince d'expliquer son idée d'utiliser les fonds de la loterie : « Cela permettra d'aider ces religions dont le rôle grandit chez nous mais qui doivent lutter pour se construire des lieux de culte. Cela peut aider également à jeter des ponts sur certaines divisions de la société britannique ».

♦ **POLOGNE** : Des monarchistes polonais ont rendu hommage le 21 janvier à Cracovie, « aux victimes de la Révolution française » et célébré la mémoire du roi Louis XVI. Une messe dédiée aux victimes a été célébrée en l'église Sainte-Anne de l'ancienne capitale royale polonaise, à l'initiative d'une Ligue conservatrice estudiantine et d'un Club Monarchiste. Ils ont ensuite défilé en silence, avec des cierges allumés devant le Consulat de France.

La guerre pour Taïwan ?

Les Américains feraient-ils pour Taïwan ce qu'ils ont fait pour le Koweït ? La question se pose non seulement à Pékin mais au cœur même du débat politique aux États-Unis.

Si Taïwan était attaquée, les Américains interviendraient-ils ? Des officiels chinois auraient sondé des Américains de passage, mais aucun entretien qui ressemble de près ou de loin à celui qui eut lieu fin juillet 1990 entre Saddam Hussein et l'ambassadeur des États-Unis avant son départ en congés. Un missile par jour pendant trente jours après l'élection le 23 mars prochain du président taïwanais, ce ne sera pas la guerre. En octobre 1958, Pékin n'avait-il pas alors bombardé Formose les jours impairs suspendant les tirs les jours pairs ?

Certes Taïwan n'est pas - n'est plus - un État membre de l'ONU. Il est même d'ores et déjà considéré comme faisant partie intégrante de la Chine. L'essentiel n'est pas là mais de savoir si les États-Unis opèrent désormais une différence stratégique entre le Moyen et l'Extrême-Orient. Leurs intérêts essentiels sont-ils en cause dans le Golfe mais pas en mer de Chine ? Israël lui est vital mais pas le Japon ? La question est sérieusement posée cette fois non pas par Pékin mais dans le débat intellectuel aux États-Unis même, tout particulièrement dans le camp républicain.

Une frange de l'opinion a toujours considéré que l'Américain se tourne trop vers le Pacifique et délaisse les alliés

traditionnels européens, la proie pour l'ombre. Cette tendance est certes dominante sur la côte Est et sa presse bien-pensante, mais elle se renforce de toutes les désillusions chinoises, japonaises et autres. Elle s'encourage au contraire de l'engagement dans les Balkans, qui reconduit l'OTAN et conforte les États-Unis comme puissance européenne. Le lien en même temps s'opère par les Balkans avec le monde islamique qualifié de « troisième empire » américain après le premier sur les

Amériques et le second européen. L'Asie se situe au-delà de ces trois cercles, de l'autre côté, à la frontière. L'APEC, conférence de coopération économique de l'Asie-Pacifique, était un rêve. Qui trop embrasse mal étreint. L'Amérique se retrouverait en position d'arbitre extérieur si jamais les grandes puissances asiatiques s'affrontaient entre elles, si des conflits éclataient et

d'appuyer lourdement sur la « menace chinoise » dans le détroit de Formose et en mer de Chine méridionale.

Le simplisme d'une telle argumentation en fait une thèse politiquement très forte comme la théorie des relations internationales aux États-Unis en est coutumière. Il suffira de remarquer que ce courant est d'autant plus répandu à droite parmi ceux qui précisent la reconnaissance de l'indépendance de Taïwan. Sans doute sont-ils déjà majoritaires au

Congrès. L'avertissement indirect des autorités de Pékin n'en est que plus compréhensible. Il met le doigt sur la contradiction profonde de ceux qui prônent à la fois la consolidation de Taïwan et un retrait stratégique d'Extrême-Orient. S'il faut choisir, ne réveront-ils pas d'une OTAN au Pacifique ?

En Asie, la menace chinoise serait considérée comme une rodомontade de plus s'il n'y avait pas cette dimension américaine. Les Taïwanais, dans leur majorité, ne votent pas par référence au continent, mais par rapport à la corrup-

tion. Le système démocratique y a fait récemment comme en Corée du Sud et au Japon d'importants progrès en ce sens. Le parti acquis à l'indépendance plafonne. Les réalités économiques dominent. Le critère décisif comme pour tous les Chinois d'outre-mer sera le sort réservé à Hong-Kong après juillet 1997. Cependant, la diplomatie taïwanaise est beaucoup trop active au gré de Pékin, spécialement dans les pays les plus pauvres d'Afrique faciles à acheter y compris leurs votes à l'ONU. La reconnaissance récente par Dakar - qui porte à dix le nombre de pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Taïwan - a irrité plus qu'on ne croit les plus hauts responsables du gouvernement chinois qui multiplient les tournées sur le continent. Elles pourraient d'ailleurs y voir la main de la France dont les succès commerciaux à Taïpeh ne se comptent plus.

Le conflit de Formose (les îles côtières de Quemoy et Matsu) avait été le premier signe de désaccord entre Moscou et Pékin qui devait s'affirmer dès 1959 par le refus soviétique de participer à la construction de la bombe chinoise. Celle-ci sera encore au cœur d'une des plus graves tensions de la guerre du Vietnam. Les Américains se seraient retirés beaucoup plus tôt d'Indochine s'ils avaient admis la réalité du schisme sino-soviétique. Ils le confessent maintenant (MacNamara). Mais les républicains se demandent si Goldwater, leur candidat en 1964, n'avait pas raison contre Johnson : la clé était dans la capacité atomique chinoise qu'il fallait détruire, comme Israël le fera en Iraq en 1982.

L'URSS n'est plus. Au contraire Eltsine, intérieurement aux abois, renoue avec Pékin où, nouveau signal aux communistes russes, il se rendra en Avril. La stratégie de la tension ne pourrait trouver meilleure conjoncture.

Yves LA MARCK



Successivement chef du service étranger, rédacteur en chef puis directeur jusqu'en 1991 du *Monde*, André

Fontaine a suivi au jour le jour les relations internationales au temps de la guerre froide et depuis la chute du mur de Berlin.

Chemin faisant, le journaliste est devenu historien, auteur d'ouvrages qui font autorité. Il a bien voulu nous présenter le dernier en date, *Après eux, le déluge*, qui éclaire de brûlantes questions d'actualité.

■ **Royaliste** : Pourquoi votre livre commence-t-il à Kaboul pour se terminer à Sarajevo ?

André Fontaine : C'est tout simple. Mon histoire de la « détente » (*Un seul lit pour deux rêves* paru en 1982) se terminait par la guerre d'Afghanistan et j'ai voulu reprendre le fil. Quand j'ai achevé *Après eux, le déluge*, vers le 15 août dernier, Sarajevo se trouvait au centre de l'actualité. Dans le compte-rendu qu'il a publié sur mon livre, un collaborateur du grand journal arabe *Al Ayat* écrit que le sous-titre « *De Kaboul à Kaboul* » eût été plus juste : la guerre en Bosnie est sur le point de se terminer, estimait-il, alors qu'on se battra encore à Kaboul dans trente ans. Les événements semblent lui donner raison.

■ **Royaliste** : Vous êtes remonté loin dans le temps pour expliquer les crises que nous connaissons aujourd'hui...

André Fontaine : En effet. La plupart de ces crises ont une longue histoire. Par exemple, l'Afghanistan a été au XIX^e siècle au centre du « grand jeu » opposant la Russie et l'Angleterre, et l'on ne peut comprendre la guerre civile qui s'y déroule sans prendre en compte la diversité des peuples qui vivent dans le pays. Depuis la nuit des temps, les Pashtouns sont divisés en deux tribus, l'une qui a

toujours dominé et l'autre qui tente de secouer cette domination. Lorsque le Parti communiste afghan s'est divisé en deux tendances, les majoritaires étaient dirigés par un Pashtoun de la tribu dominante, et l'autre tendance par un Pashtoun de la tribu dominée...

La guerre civile yougoslave n'est pas non plus compréhensible sans référence à une très longue histoire. Le président serbe Slobodan Milosevic s'est fait élire en 1989 après un meeting rassemblant un million de personnes, au cours duquel il avait déclaré : « *Cette fois, nous allons gagner la bataille du Kosovo* ». Or cette bataille s'était déroulée six siècles plus tôt, entre les Serbes et les Ottomans, sur un territoire historiquement serbe mais qui est maintenant habité une très large majorité d'Albanais musulmans. Dans les Balkans, il semble y avoir un onzième commandement - « *Tu vengeras les tiens !* » - qui fait qu'on ne venge pas seulement les morts de l'année dernière, ou de la deuxième guerre mondiale, mais qu'on règle des comptes sanglants qui remontent parfois à l'occupation turque. A cet égard, les accords qui mettent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine ne sont pas rassurants, puisque cet État prétendument unitaire est composé d'une fédération croate et musulmane dominée par Zagreb et d'une entité serbe, chacune des deux moitiés disposant d'institutions et

d'armées distinctes, entre lesquelles se trouvera une force d'interposition de 60 000 hommes, dont 20 000 Américains qui seront retirés avant novembre.

■ **Royaliste** : D'une manière générale, avez-vous dans ce livre essayé de démontrer une thèse ?

André Fontaine : Non. Ma démarche est tout à fait inverse. Je prends un dossier, et j'essaie de conclure en fonction de ce qui est apparu au terme de l'enquête.

■ **Royaliste** : Quelles sont, par exemple, vos conclusions sur l'effondrement de l'Union soviétique ?

André Fontaine : Il y a d'abord le fait que tout empire est voué à disparaître - le général de Gaulle disait même qu'ils étaient faits pour cela. Quant à l'Union soviétique, il y avait une raison particulière : pour Lénine et Staline, il y avait incompatibilité fondamentale entre l'Union soviétique et les puissances capitalistes qui ne pouvaient pas accepter l'existence du camp socialiste. C'est pourquoi les dirigeants soviétiques estimaient qu'il était vital de maintenir un niveau d'armement égal ou supérieur à celui de leurs rivaux. Peu à peu, le poids des dépenses d'armement a compromis les capacités de développement industriel et empêché de répondre aux besoins de la population. L'aide aux pays pauvres et

l'intervention militaire en Afghanistan ont accru ces charges.

Le président Reagan, qui n'était pas d'une grande finesse, a cependant deviné que les Russes tiraient la langue et qu'il fallait faire monter les enchères. Le budget militaire américain a été augmenté d'un tiers sur cinq années. Dès 1983, plusieurs hauts dirigeants soviétiques se sont rendus compte que la situation n'était plus contrôlable et que l'empire entraînait dans une logique de sous-développement. Ajoutons que la Nomenklatura était de moins en motivée, que la corruption grandissait, et que la population était de plus en plus démoralisée. Telle était la situation que Gorbatchev trouva en arrivant au pouvoir en 1985. Il a cherché un compromis militaire avec

l'Occident, et tenté un *aggiornamento* du système communiste afin de le sauver. Mais il n'a pas compris l'ampleur des problèmes posés à l'Union soviétique, et il ne s'est pas présenté devant le suffrage universel. Vous connaissez la suite.

■ **Royaliste** : La suite, c'est aussi la fin de l'affrontement Est-Ouest...

André Fontaine : La guerre froide a été une troisième guerre mondiale, très meurtrière dans les conflits indirects entre les deux Grands - le Viêt-nam par exemple, mais pas seulement. La fin de cette confrontation a permis le règlement d'un certain nombre de conflits : celui entre Israël et les Palestiniens tout particulièrement. Le fait que L'Union

soviétique ait cessé de pousser l'Angola et le Mozambique à affronter l'Afrique du Sud a facilité les évolutions décisives de cette région de l'Afrique. Mais la fin de la guerre froide a aussi permis le déclenchement de la guerre civile en Yougoslavie, alors que son unité et sa neutralité étaient un élément essentiel du *statu quo ante*.

■ **Royaliste** : Comment envisagez-vous l'avenir ?

André Fontaine : Il faut d'abord constater que, pour la première fois dans l'histoire, il n'y a pas un véritable système hégémonique. Au début de ce siècle, la plupart des humains vivaient sous l'autorité d'un Empereur (par exemple en Autriche, en Allemagne) ou du moins dans un ordre impérialiste - celui de l'Angleterre, de la « République impériale » américaine, de l'empire français... Aussi des populations très disparates vivaient-elles sous la même autorité. L'effondrement de ce système est évidemment facteur de conflit entre certaines populations, comme on le voit actuellement dans le Caucase.

■ **Royaliste** : Demeure l'empire américain...

André Fontaine : Il est vrai qu'on voit Bill Clinton partout ! Le président américain donne une forte impression d'efficacité - nous l'avons vu en Bosnie - mais les porte-paroles américains ne perdent pas une occasion de dire que

les États-Unis ne peuvent pas être les gendarmes du monde. Georges Bush a perdu les élections parce qu'il voulait s'occuper du « Nouvel ordre mondial » dont il parlait à longueur de temps, alors que Bill Clinton déclarait que les Américains étaient au centre de ses préoccupations. De même, les initiatives multiples de Clinton sur la scène internationale coïncident pour lui avec de graves difficultés sur le plan intérieur. Vous savez que la société américaine est en crise, qu'elle est aux prises avec des aspirations contradictoires, et qu'elle est confrontée à un très grave problème de criminalité : par exemple, dans la seule ville de Los Angeles, il existe 125 000 gangsters recensés. Cela dit, l'Amérique reste la première puissance économique du monde, et je ne vois pas comment elle pourrait cesser de l'être.

■ **Royaliste** : Subsiste aussi un empire russe...

André Fontaine : En effet. Le libéralisme économique n'a pas tenu ses promesses, et le récent succès des communistes aux élections est le signe du profond désarroi d'une société quotidiennement confrontée à la violence et à la misère. Mais la Russie bénéficie d'un immense espace, elle a déjà récupéré la Biélorussie et les Américains font tout ce qu'ils peuvent pour l'empêcher de récupérer l'Ukraine. Elle est une puissance nucléaire, elle a d'importantes ressources naturelles. Ce qui signifie que la Russie continuera de jouer un rôle international important, et il n'est pas absurde de penser qu'elle s'affrontera à nouveau, un jour ou l'autre, avec les États-Unis.

N'oublions pas non plus la Chine, qui a elle aussi un très vaste espace sur lequel vit le cinquième de la population mondiale, une armée solide, un armement nucléaire qui n'est pas négligeable et une économie qui est la plus dynamique du monde. Notez que le Viêt-nam, pays communiste, a adhéré en 1995 à l'ASEAN, Association du Sud-Est asiatique créée il y a trente ans... pour faire pièce aux communistes ! C'est dire l'inquiétude des voisins de la Chine, qui est devenue la troisième puissance économique du monde, devant l'Allemagne - la

France occupant le cinquième rang.

■ **Royaliste** : Que dire du Japon, qui est dans ce domaine au second rang ?

André Fontaine : Le cas du Japon montre qu'on peut être une très grande puissance avec un petit territoire dépourvu de matières premières. Ce qui nous incite à réfléchir à la puissance que représentent des groupes qui n'ont pas de territoire et qui s'inscrivent dans une logique de réseaux : ainsi les grands groupes de communication, les multinationales, les grands groupes de spéculateurs, la Mafia... Il faudra bien mettre de l'ordre dans tout cela.

■ **Royaliste** : De quelle manière ?

André Fontaine : Je ne crois pas à un gouvernement mondial : les États-Unis ne veulent pas jouer ce rôle et, s'ils le jouaient, ils déclencheraient des révoltes contre eux. Ils préfèrent donc demeurer la première puissance économique mondiale, et assurer leur hégémonie culturelle : le monde qui s'unifie est un monde qui s'américanise a dit il y a déjà longtemps Upton Sinclair.

Nous n'avons pas envie de subir cette hégémonie, et c'est à bon droit que nous défendons la diversité. Cette diversité passe à mon sens par la constitution d'ensembles régionaux : nous voyons d'ailleurs que certains ensembles de ce type sont en train de se constituer, et il serait paradoxal que l'Europe ne parvienne pas à le faire.

A la fin de mon livre, je cite la phrase d'un diplomate britannique qui avait participé à la négociation du traité de Versailles et qui écrivait ceci : « *Nous avons réussi à balkaniser l'Europe, alors que nous voulions européeniser les Balkans* ». J'espère que cet échec ne se reproduira pas.

Propos recueillis par Maria DA SILVA

André Fontaine

**Après eux,
le déluge**
De Kaboul à Sarajevo

Prix franco 170 F

André Fontaine

De Kaboul à Sarajevo



♦ 1989 : Départ des dernières troupes soviétiques d'Afghanistan. On se battra encore à Kaboul dans trente ans...

Déçus

Trois leçons de Pierre Goubert

Des leçons simples et fortes, qui nous disent que l'histoire, comme la politique, est un art et un savoir - jamais séparés de la vie.

Dès les premières pages, vous serez saisis par la manière dont Pierre Goubert donne à sentir une époque, celle de son enfance, et nous présente celles et ceux qui l'ont entourée. Ses souvenirs (1) ne fournissent pas seulement de la matière historique, comme on peut s'y attendre chez un homme du métier, mais ils permettent de comprendre de quoi cette matière est constituée : de documents, de dates, de séries statistiques sans aucun doute, mais aussi de ce « sensible » qu'il est si difficile de rendre par l'écrit, et sans lequel l'histoire (et la philosophie) demeure un amas de connaissances inertes.

C'est dire que l'historien est toujours un écrivain, qui ignore la ridicule barrière entre l'intelligible et le sensible : à l'encontre du préjugé répandu par les cuisines, un intellectuel aime la vie, ou l'a aimée, dans quelques unes au moins de ses saveurs. Il est bel et bon que le « parcours » de Pierre Goubert nous fasse goûter les vins de l'Anjou, son pays natal, respirer les figues et les chasselas du Périgord et visiter la Grand'Rue balzacienne de Saumur, « sentant le vin, le graillon et l'urine », avec ses pavés martelés par les sabots et les galoques. En compagnie du professeur Goubert, nous connaissons ainsi bien des vil-

les et des pays, où il a vécu, enseigné et diné de bon appétit. Un savant n'est pas une créature incorporelle : telle est la première leçon.

La seconde n'est pas moins forte : pour devenir historien, il faut entrer dans le monde des archives (non de l'Archive, selon la prétentieuse



terminologie à la mode) et y demeurer longtemps. Pour Pierre Goubert, ce furent d'abord les archives de Beauvais, véritable trésor qu'il eut la joie de découvrir et dont il fit connaître les richesses dans sa célèbre thèse sur *Beauvais et le Beauvaisis au XVII^e siècle*. La belle évocation de la mise à jour des archives fera naître des vocations. Du moins, elle permettra de distinguer nettement entre les livres issus d'un véritable travail historique et les pochades d'amateurs plus ou moins éclairés et de conteurs publics.

Quand on aime l'histoire, pourquoi ne pas choisir les travaux les plus solides, qui sont aussi les plus captivants ? La science doit cesser de faire peur.

La troisième leçon que donne Pierre Goubert n'est pas moins simple dans sa formulation : pour bien enseigner, il faut avoir des maîtres. Aujourd'hui, il paraît de bon ton de ne rien devoir à personne, ce qui va d'ailleurs de pair avec des pillages éhontés.

L'auteur de *Louis XIV et 20 millions de Français* est au contraire un homme qui sait magnifiquement admirer. Comme il est de surcroît doué pour le portrait, avec parts d'ombre, touches critiques et pointes d'ironie, nous avons le bonheur de retrouver ou de découvrir Marc Bloch, Lucien Febvre, Fernand Braudel, Denis Richet, l'éblouissant Labrousse, le discret Jean Meuvret, d'autres encore. On notera au passage un ou deux noms, tout juste mentionnés, et pourtant au faite de la gloire médiatique... Désignant ses maîtres, ses amis, ses disciples français et étrangers, Pierre Goubert éclaire les enjeux de la science historique en notre siècle, dissipe les préjugés courants sur l'école des Annales et souligne la richesse des échanges entre historiens français et étrangers.

Le parcours de Pierre Goubert : une belle initiation à l'histoire.

B. LA RICHARDAIS

(1) Pierre Goubert - « Un Parcours d'historien » - Fayard, 1995 - prix franco : 135 F.

Paul Ricoeur Critique et conviction

Qu'une oeuvre comme celle de Paul Ricoeur finisse par émerger et s'imposer, est plutôt à mettre au crédit de notre temps. Cela efface quelques mauvais souvenirs d'intolérance qui appartiennent au noir côté de mai 68. Un penseur original et fort peut donc faire son chemin pour peu que les esprits s'ouvrent. Et ils seront d'autant plus enclins à le faire que ce philosophe obéit à une double exigence de profondeur et d'actualité. Tous les débats auxquels Ricoeur a été mêlé sont contemporains, mais c'est le propre du penseur que de leur

donner grâce à la tradition philosophique et sa rigueur conceptuelle, une dimension particulière. Personnellement, un livre comme celui sur Freud (1) me paraît correspondre à l'effort philosophique le plus achevé pour penser un domaine aussi prégnant aujourd'hui que celui de la psychanalyse. Comment nier que notre culture a été modifiée par cette omniprésence du regard analytique et comment ne pas en prendre acte en tâchant d'en comprendre vraiment le sens. De l'interprétation fournit le bilan philosophique de Freud, la nouvelle compréhension de l'homme à laquelle le fondateur de la psychanalyse a conduit. « Les vicissitudes des pulsions ne peuvent être atteintes que dans les vicissitudes du sens ». Rien ne pouvant être dit de plus pertinent sur le sujet par un philosophe, toujours attentif à montrer comment l'interprétation freudienne peut être accordée à d'autres interprétations « sans que l'intelligence soit condamnée à répudier le fanatisme que pour tomber dans l'éclectisme ».

Tous les aspects du parcours de Ricoeur sont marqués par la même caractéristique. Le livre-entretien avec François Azouvi et Marc de Launay où pour la première fois il n'hésite pas à livrer le cours de sa vie avec quelques uns de ses secrets le montre à l'évidence. Il s'agit d'un témoignage essentiel auquel ne pourront échapper ceux qui voudront saisir l'unité d'une oeuvre dans le courant d'une existence et de ses épreuves. Le penseur s'y révèle avec ses fragilités, parfois l'envers d'une oeuvre qui ne va pas sans décisions où l'arbitraire a sa part. Mais le mérite premier d'une telle confession (au sens augustinien) est de restituer leur rythme secret aux idées. Cette manière « de laisser échapper ce que, seul avec moi-même et la feuille blanche, j'aurais peut-être raturé, mais surtout que je n'aurais pas écrit » nous offre un éclairage intérieur qui permet de mieux s'y retrouver dans un travail obéissant à une logique personnelle en lien avec l'histoire vécue. Cette logique est d'abord celle d'un enfant élevé dans une famille protestante où la lecture de la Bible est constante et qui découvre un jour l'exigence critique de la philosophie. L'influence considérable qu'eut l'immense théologien Karl Barsh sur lui ne pouvait que l'inciter à mettre une distance infinie entre la transcendance du Dieu de la Bible et l'expérience de la pensée humaine. Il reconnaît aujourd'hui qu'il lui a fallu lutter contre lui-même pour toujours respecter cette dichotomie, car « la philosophie n'est pas seulement critique elle est aussi de l'ordre de la conviction. Et la conviction religieuse possède elle-même une dimension critique interne ».

par Gérard Leclerc



Si méthodologiquement distincts qu'ils soient, le croyant et le philosophe peuvent coopérer en profondeur. L'exemple de Levinas le montre à l'évidence. Pourtant, le rejet opéré aujourd'hui à l'égard du religieux montre *a contrario* quel dommage résulte d'un dispositif exclusion-oubli, lorsque l'absence de mémoire produit une obturation de sens. Un exemple nous est fourni par Ricoeur lui-même sur le terrain politique, lorsqu'il explique son désaccord avec Claude Lefort sur la démocratie. Pour Lefort, il n'y a pas de fondement à la démocratie qui est le premier régime à n'être fondé que sur lui-même, c'est à dire sur le vide. Ainsi se trouve évacué le théologico-politique qui jusqu'ici fondait le sens de l'autorité. A l'inverse Ricoeur plaide pour une certaine persistance, sous un mode nouveau : « S'il en demeure quelque chose, c'est du côté du vouloir vivre ensemble qu'il faut le chercher, et non plus du côté de la structure verticale. Je veux dire très exactement du vouloir vivre ensemble comme pratique de la fraternité. Je suis persuadé qu'il y a à cet égard, dans la notion de « peuple de Dieu » et dans sa composante de parfaite réciprocité ecclésiale, de véritables ressources pour penser un modèle politique ».

Puisque nous sommes dans le registre politique, comment ne pas retenir la justesse de cette formule : « La démocratie, dans la mesure où elle reste sous le signe du paradoxe, continue de bénéficier de la réalité de la transmission du pouvoir, et de la tradition de l'autorité ». Également intéressantes sont toutes les observations sur la société américaine que connaît bien Ricoeur. Elles rejoignent tous nos débats sur la coexistence des cultures et le fameux problème de l'identité. La thématique de la reconnaissance de l'autre lui paraît, en effet, supérieure à celle de la « mêmété » qui implique quelque chose de violent à l'égard d'autrui. L'opposition entre l'universalisme et le communautarisme trouve aussi un moyen terme. Si légitime que soit le droit d'une communauté culturelle à persister, il faut bien trouver une règle de compromis entre toutes les communautés : « Pour fonder la règle de justice qui redistribue les espaces de justice à leur juste place et à leurs justes distances, il faut avoir un principe régulateur ; et c'est là que l'on retrouve le problème habermasien ou rawlsien du principe de justice ».

Aux noms d'Habermas et de Rawls, on aura reconnu l'infatigable lecteur, qui a d'ailleurs mis toute une partie de son oeuvre à l'enseigne de la lecture. L'intérêt de lire, c'est au travers des oeuvres, de retrouver sa propre vie et son temps. Le lecteur est un passeur, qui ne cesse de reporter sans cesse le texte au réel. N'est-ce pas une bonne définition du travail de Paul Ricoeur ? Sans cesse il va des textes au réel, sans cesse il reporte le neuf à la mémoire, la critique à la conviction et inversement. Autre passage, celui entre les deux figures de l'identité à soi : le même, c'est l'invariable, aussi bien les empreintes digitales que le caractère. Le soi-même c'est celui qui est capable de promesse. Formule nietzschéenne il me semble, mais capable de bien d'autres approfondissements. Ceux que Ricoeur a opérés dans cet autre grand livre *Soi-même comme un autre* (2) où il entrecroise toutes lectures fécondes et dont nous retiendrons ce clin d'oeil du croyant : « Si un autre ne comptait sur moi, serais-je capable de tenir ma parole, de me maintenir ? ».

Paul Ricoeur - « La critique et la conviction » entretien avec François Azouvi et Marc de Launay - Calmann Lévy - prix franco : 135 F.

(1) Paul Ricoeur - « De l'interprétation - Essai sur Freud » - Le Seuil, coll. Points - prix franco : 81 F.

(2) Paul Ricoeur - « Soi-même comme un autre » - Le Seuil - prix franco : 200 F.

Guy Debord

Seule une lecture attentive et sans complaisance assurera la pérennité du Situationnisme. Anselm Jappe s'est livré avec succès à ce périlleux exercice.

Il est bien possible que Debord ne survive dans les mémoires (temporairement) qu'à titre d'illustration de l'esthétique de la pose révolutionnaire, extrémiste d'un extrémisme si extrême qu'il n'en est que décoratif, honoré à proportion que seront ignorés ses écrits théoriques les mieux articulés et exaltés ses attitudes les plus discutables, les plus spectaculaires - car il est des manières de refuser le spectacle qui font de vous un instrument privilégié du spectacle, souvenons-nous de l'Arlésienne. Mais si la pensée de Debord a une postérité - et elle la mérite, et nous en avons besoin -, le travail d'Anselm Jappe en aura été un jalon essentiel.

Sous le simple titre « *Guy Debord* », ce jeune philosophe italien décrit avec application, sans obscurités, le processus de formation de la théorie situationniste. Il ne cède pas à la facile tentation de l'hagiographie, faisant de Debord un pur génie inventant *ex nihilo* « la » théorie explicative de la modernité, mais s'efforce au contraire de tracer la généalogie d'une pensée et de la replacer dans le contexte de son apparition et de son

développement. S'il souligne les éminentes qualités du Situationnisme, il n'en occulte pas les limites et se risque à bon escient à l'exercice de la critique.

Rappeler que l'Internationale Situationniste est née de l'Internationale Lettriste, qu'elle n'a jamais dépassé le stade groupusculaire (plus ou moins volontairement), souligner l'influence du Lukacs d'« *Histoire et Conscience de Classe* » sur la rédaction de « *La Société du Spectacle* », noter la collaboration intellectuelle (momentanée) entre les Situationnistes et Henri Lefebvre autour de la notion de vie quotidienne, ce n'est pas dévaluer une théorie, mais la décrire dans son élaboration. Une pensée ne peut être que le produit de confrontations, de révisions, d'apports et de rejets, à la fois une dynamique en marche et l'aboutissement de cette dynamique. Parce qu'une pensée est une vie, elle s'ouvre les chemins de la postérité. Avoir su le montrer avec talent et pertinence est tout le mérite d'Anselm Jappe.

Patrick PIERRAN

Anselm Jappe - « *Guy Debord* » - Via Valeriano, 251 p. - prix franco : 125 F.

PROSPECTION

Nous vous proposons d'envoyer pendant 3 mois (7 numéros) *Royaliste* à vos amis ou connaissances pour 25 F seulement.

Profitez de cette offre, elle aide à l'extension de notre audience.

Fabiola, la reine blanche

Une biographie intellectuellement contestable et royalement contestée.

À l'automne dernier, paraissait une biographie de la cinquième reine des Belges, intitulée *Fabiola, la reine blanche*. Comme le livre était signé par deux collaborateurs du magazine *Point de Vue*, on pouvait croire qu'il s'agissait plus d'une gentille hagiographie que d'un essai sévère et inquisiteur. D'autant que l'ouvrage avait été présenté à la presse comme ayant reçu l'approbation du cabinet de la reine Fabiola. Une sorte de « biographie autorisée » donc, comme disent les Américains.

Pourtant, tout lecteur au regard un peu critique avait dû s'interroger sur la réalité de cette prétendue approbation royale. En effet, dans leur livre, les auteurs (l'un d'eux a déjà « biographé » Mylène Farmer, France Gall et Michel Berger...) n'hésitent pas à prêter à Baudouin et Fabiola des sentiments qu'ils sont censés avoir éprouvés et à rapporter des dialogues qui ne peuvent avoir été prononcés que dans la plus stricte intimité... Procédé romanesque mais discuté quant à la rigueur historique !

Aujourd'hui, au lieu d'approbation royale, c'est de réprobation royale qu'il faut parler ! Ainsi le Palais vient de publier un communiqué démentant catégoriquement « les allégations contenues dans le livre *La reine blanche de deux journalistes français* ». En fait, ce qui provoque cette sévère et inhabituelle

mise au point officielle, c'est la reprise par le quotidien *De Morgen* d'une pseudo-information de Ségué et Michelland selon laquelle Baudouin aurait proposé à Fabiola un avortement thérapeutique en 1962. C'est bien ce que les deux auteurs insinuent (p. 144) dans leur « biographie autorisée ». Quand on sait que le roi Baudouin n'a pas hésité à risquer son trône pour ne pas cautionner, par sa seule signature, la loi dépénalisant l'avortement, on mesure l'énormité de l'assertion romanesque des deux journalistes... Ont-ils été plus emportés par leur sens du sensationnel que par le sens de l'histoire ou se sont-ils trompés de cour royale ? Ils devraient savoir que toutes n'ont pas encore adopté les coutumes du *show-bizz* !

Terminons par une note plus positive en signalant la belle et délicate préface du comte de Clermont. Henri de France y raconte, à propos de Baudouin, un souvenir d'enfance personnel à la fois charmant et révélateur. Et de première main, cette fois !

Christian LIBENS

Philippe Ségué et Antoine Michelland - « *Fabiola, la reine blanche* » - préface du comte de Clermont - Bayard Éditions, 1995 - prix franco : 135 F.

✉ Rappel : Pour avoir une vision plus « historique » de la vie du roi Baudouin l'on préférera se reporter à la biographie « *Baudouin* » par Stéphane de Lobkowicz (voir *Royaliste* n° 651) (prix franco 160 F) et au livre du Cardinal Suenens « *Le roi Baudouin, une vie qui nous parle* » (prix franco 93 F).

Fanion de table aux armes de France



En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

Hauteur totale 25 cm.

Prix franco : 50 F

TRACTS

Le nouveau tract « *Une autre politique ? Elle existe !* » est disponible. A diffuser largement autour de vous.

Tarif (franco) : 100 ex. : 45 F - 200 ex. : 75 F - 400 ex. : 130 F - 600 ex. : 185 F.

Nous disposons aussi de deux modèles d'affiches (format 29,7x42 cm impression noire sur fond jaune). L'une reprend le texte du tract ci-dessus, l'autre porte le slogan : « La politique ? Autre-ment ! ».

Tarif des affiches : 45 ex. : 45 F - 95 ex. : 80 F - 195 ex. : 140 F.

SOUSCRIPTION

La 5^e liste de souscripteurs - que nous publions ci-dessous - nous a fait maintenant franchir l'objectif des 60 000 F que nous nous étions fixé. Nous renouvelons nos remerciements à tous ceux, très nombreux, qui nous ont aidé à franchir ce cap difficile.

5^e liste de souscripteurs

Marie-France Barrier 200 F - Jean-Claude Bergeon 50 F - Gérard Bollut 250 F - Serge Bonnet 200 F - Roger Doin 200 F - Jean-Jacques Foucher 500 F - Claude Hagège 500 F - Christian Libens 50 F - Frédéric Pierre 100 F - Michel Puravet 276 F - Louis Reginensi 100 F - Jacques Roué-Daeron 80 F - Harald Schmautz 350 F - Raphaël Souchier 150 F - Raymond Tavernier 150 F - Benoit Wollseffen 500 F.

Total de cette liste : 3 658 F

Total précédent : 59 812 F

Total général : 63 488 F

LIVRE DE PRESSE

Le *livre de presse* de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Tout avoir est impossible sans votre aide. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

AUTOCOLLANTS GRATUITS !



Une campagne de promotion

Devant le succès rencontré par nos autocollants publicitaires pour *Royaliste* qui nous valent beaucoup de contacts nouveaux, nous avons décidé d'utiliser ce moyen de promotion sur une plus grande échelle. Pour cela nous offrons à tous nos amis qui manifesteront le désir de s'associer à cette campagne trois planches gratuites de ces autocollants. Pour en bénéficier il suffit de nous retourner après l'avoir rempli le bon ci-dessous.

BON POUR TROIS PLANCHES GRATUITES

NOM/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 21 février - Monique PINCON-CHARLOT et Michel PINCON viennent nous parler d'un monde qui est censé être le nôtre - nous les royalistes - et dont nous ignorons tout : le monde des beaux châteaux, des villas chics, de l'aristocratie, des grandes fortunes. Nos invités sont tous deux sociologues, auteurs de plusieurs ouvrages sur la classe dirigeante qui font autorité. Celui qu'ils viennent de publier sur « *Les grandes fortunes* » nous permettra d'ouvrir un débat à tous égards enrichissant... pour l'esprit.

● Mercredi 28 février - Après le mouvement social de décembre et le « sommet » de Matignon, que reste-t-il du « plan Juppé » sur la Sécurité sociale ? Faut-il regretter son retrait partiel, ou au contraire se résigner à ce qui est maintenu ? A moins qu'on ne puisse envisager une tout autre réforme... Pour répondre à ces questions complexes, à la fois symboliques et techniques, nous avons demandé à Roger-Pol COTTEREAU, militant syndicaliste, spécialiste de la protection sociale, de nous présenter les enjeux de la réforme de notre « Sécu ».

● Mercredi 6 et mercredi 13 mars - Pas de réunion en raison des vacances d'hiver.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1995 (sauf 1979).

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître, développer son audience, toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

ADHÉRENT

Adhérer à la N.A.R. est non seulement une marque d'accord avec nos principales prises de position mais aussi le moyen de participer aux décisions qui engagent notre mouvement. Pour participer à notre prochain Congrès (23 et 24 mars) il faut être adhérent. Demandez-nous les renseignements pratiques pour adhérer.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Au mépris du Droit

Dans l'actualité de ce début février, trois exemples de l'abjection quotidienne :

- plaidée devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, l'affaire d'une mère de famille ivoirienne que l'administration voulait expulser vers Abidjan avec son enfant, un bébé de neuf mois, qui est de nationalité française. Ceci au mépris de la loi qui rend inexpulsable les parents étrangers d'un enfant français et, a fortiori, l'enfant lui-même.

- plaidée devant la cour d'appel de Versailles, l'affaire de cette jeune française condamnée à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Nanterre pour avoir tenté de se marier avec un Congolais en situation irrégulière. Soupçonnée de mariage blanc, la fiancée tombe sous le coup de la loi qui sanctionne l'aide au séjour des étrangers en situation irrégulière.

- rejetée par le consulat de France à Hongkong, la demande de visa adressée par la dissidente chinoise Zhang Shuyun qui aurait permis à ce médecin, persécuté pour avoir dénoncé les orphelinats-mouroirs de son pays, de trouver asile à Paris. Le refus date de mars 1995. Nous l'apprenons au moment où le ministre français des Affaires étrangères se rend en Chine, après avoir fait préciser que la défense des Chinois persécutés ne serait pas virulente mais discrète par souci d'efficacité. Le docteur Zhang Shuyun appréciera l'efficacité française.

Trois exemples parmi d'autres, innombrables, qui prouvent l'inhumanité des lois Pasqua, mais aussi, comme si elles ne

suffisaient pas, le viol ou le contournement de ces mêmes lois par une administration qui n'hésite plus à bafouer les décisions de justice, à détourner les procédures et à en inventer de nouvelles. Ces scandales sont régulièrement dénoncés, sans que rien ne change. En France, aujourd'hui, l'intimidation des étrangers, la délation, la discrimination raciale et la délation sont des pratiques administratives courantes.



Qu'on ne cherche pas à nous impressionner en nous rangeant dans un introuvable « lobby de l'immigration », de surcroît protecteur du travail clandestin. Nous avons ici assez d'amis étrangers pour savoir qu'on n'émigre jamais de gaieté de cœur. Et nous n'avons cessé de demander qu'on applique, dans toute leur rigueur, les lois qui concernent les passeurs et les employeurs de main d'œuvre clandestine. Mais c'est l'hypocrisie qui règne, la plus répugnante, celle de gouvernants qui invoquent à la fois les « valeurs » et l'efficacité, et qui sacrifient ces valeurs sans même atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. La législa-

tion xénophobe et les pratiques racistes de l'administration ne nous protègent pas du terrorisme ; elles ne nous protègent pas contre la délinquance en col blanc et n'empêchent pas l'installation, dans notre pays, des hommes de main de diverses mafias. Mais ces lois et ces pratiques déstabilisent les immigrants les mieux intégrés, et violent les principes les plus traditionnels de notre droit quant à l'asile et à la nationalité.

Et c'est la droite qui fait cela. La droite qui se définit par le respect de la tradition, et qui nie le droit du sol pour un bébé de neuf mois. La droite qui se dit protectrice du mariage et de la famille, mais qui persécute les couples qui veulent vivre dans la légalité et ne pas être séparés de leurs enfants. La droite qui s'est toujours déclarée ennemie du communisme, mais qui pactise au nom du « réalisme » avec les dirigeants de Pékin.

La raison de ces ignominies ? La peur. La peur panique du Front national qui fait que ce gouvernement ira toujours plus loin dans la répression, légale et illégale - sans voir qu'il sera toujours perdant dans la surenchère xénophobe et raciste. La peur rend ce gouvernement dangereux. Il cède à tous les groupes d'intérêts, dès lors qu'ils donnent de la voix. Il ferme les yeux devant les violences déclarées, ainsi en Corse, face aux bandes armées. Il ignore, au mépris de toute justice, les ripostes timides et dispersées. Mais il compense son indignité et sa peur en retournant contre les plus faibles la puissance de l'État.

Les plus faibles : pas seulement les irréguliers, pas seulement les étrangers, mais déjà les mendiants, les marginaux qu'on chassait l'été dernier du centre de certaines villes. Une carte d'identité française ne met pas à l'abri de la répression. La logique gouvernementale est celle du nettoyage.

Bertrand RENOUVIN